LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin

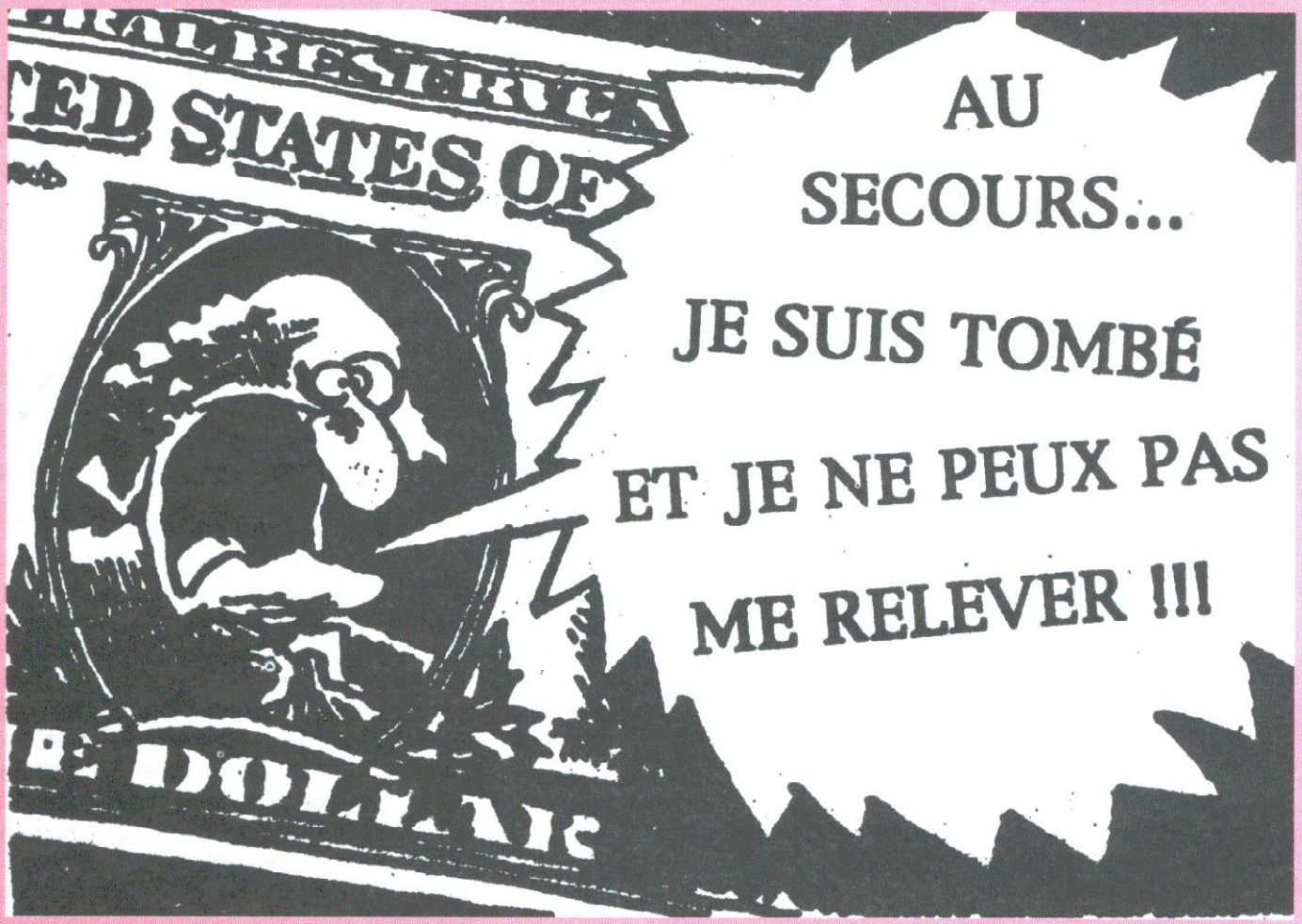
L'ouverture d'un collège était prévue. Son retard annoncé inspire à Aimé Mollié une lettre ouverte au Premier Ministre.

Quand "la Muette" affirme, Marie-Louise Duboin dénonce.

André Prime voit le peuple de gauche en miettes.

un exemple à suivre : les réseaux d'échanges sans argent .

VOICI LES VACANCES, NOUS VOUS PROPOSONS DE SAINES LECTURES QUE NOUS AVONS ANALYSÉES POUR VOUS.



D'après Mike Peters - DAYTON DAILY NEWS

M 1669 - 936 - 13,00 F

N°936 - août-septembre 1994

vrais

1,4 milliard de personnes ont moins d'un dollar **par jour** pour vivre.
1,7 milliards de personnes n'ont pas de toit.

(d'après la Banque Mondiale)

* * *

Entre 1982 et 1992, les 200 plus grosses sociétés internationales ont pratiquement doublé leur chiffre d'affaires (de 3 à 5,8 milliards de dollars).

* * *

1.762 enfants de moins de 15 ans dans le monde meurent **chaque jour**, de maladies dues à l'absence d'eau potable.

(chiffre cité par R. Petrella, Monde Diplo., juillet 94)

* * *

Entre 1983 et 1993, le PIB français a augmenté de plus de 22 % pour un nombre d'heures de travail à peu près constant.
Pourtant, à qualification égale, le pouvoir d'achat des salariés a diminué de 0,6 % en 1993.
La part des prélèvements à la source est passée de 17,6 % du salaire brut à 18,6 % de 1992 à 1993.

* * *

12,5 millions de citoyens n'échappent en France à la pauvreté que grâce à l'aide de l'État.

* * *

Les salaires horaires en Allemagne sont de 80 % supérieurs à ceux de la Grande-Bretagne et de l'Espagne, de 40 % supérieurs à ceux de l'Italie et de la France.

* * *

prévus

On prévoit de consacrer plus de 2.000 milliards de dollars à construire des "*autoroutes de la communication"* pour diffuser 250 chaînes de télévision.

* * *

On envisage 20 millions de chômeurs en Europe l'année prochaine.

* * *

Dans 25 ans, la population mondiale sera proche de 8 milliards de personnes, dont, si les tendances actuelles sont maintenues, 3 milliards de pauvres, plus de 2,5 milliards sans logis, 2 milliards sans accès à de l'eau potable.

faux

Officiellement, le taux de chômage aux Etats-Unis aurait été ramené à 6,4 %. Mais les dirigeants américains eux-mêmes avouent que ce chiffre repose sur des *"aberrations statistiques*" et l'*American Express*, prenant en compte les travailleurs découragés qui ne sont pas recensés dans les statistiques officielles, arrivait en janvier dernier au taux de 9,3 %.

* * *

Il faudrait de même corriger le chiffre officiel du chômage au Japon, de 2,7 à 9,6 %.

* * *

Enfin, en Grande-Bretagne, le taux de chômage officiellement annoncé est de 9,8 %. Mais un Professeur d'économie de l'Université de Cambridge estime que les statistiques officielles *"oublient"* entre 1 et 2 millions de chômeurs. Ce taux serait donc plutôt de 12,3 %.

(d'après The Amex Bank Review du 24-1-94).

* * *

ou gardés secrets

L'ampleur de la faillite des caisses d'épargne aux États-Unis a longtemps été dissimulée, sur intervention intéressée d'hommes politiques bénéficiaires de copieuses donations. La remise à flot de ces établissements à gestion trop aventureuse se situe, d'après I.Warde, Professeur à l'Université de Berkeley, entre 300 et 500 milliards de dollars.
Au Japon, une société officielle a été créée pour recueillir les mauvaises créances immobilières. Le manque à gagner pour le fisc japonais est passé, d'après *The Economist*, de 550 milliards de yens en 1993 à 600 milliards de yens pour la seule période de février-mars 1994. Les créances douteuses des 23 principales banques japonaises sont évaluées entre 275 et 321 milliards de dollars.
En Suède, le sauvetage des banques a déjà coûté 7,7 milliards de dollars (soit 870 dollars par citoyen), et ce n'est pas terminé.
Au Vénézuela, la faillite de la Banco Latino (deuxième banque du pays) a entraîné celle de huit autres institutions et touché deux millions de déposants. Elle prenait à sa charge les dépenses sur cartes de crédit de 36 parlementaires…Y étaient déposés les fonds de la plupart des ministères et plus du tiers du fonds de garantie ! Coût à ce jour pour l'État : 6 milliards de dollars, soit 75 % du budget de l'année 1994.
On retrouve dans tous les cas les mêmes scénari : montée en flèche de quelques financiers, suivie d'un effondrement complet, que l'État cherche à dissimuler avant d'en faire payer les frais aux contribuables.

(Monde Diplomatique, juillet 94)

quand “la Muette” affirme…

par Marie-Louise Duboin

Sous le titre «*Gare à ce qu'on nous mijote !* », nous commentions en mars dernier les aberrantes conclusions du Forum Economique du Monde qui venait de se tenir à Davos :«*Il faut abandonner l'Etat Providence*» résumait Raymond Barre.

Evidemment, il a été entendu. De l'OCDE d'abord (Organisation de Coopération et de Développement Economiques, qui compte 25 Etats membres et siège à Paris au château de la Muette) qui vient de publier un rapport qui conclut qu'un niveau plus élevé de chômage est nécessaire ! De la BRI (Banque des Règlements Internationaux) qui prétend (mais de quoi se mêle-t-elle ?) que les arrangements conçus pour protéger les salariés se retournent contre les chômeurs. Du FMI (Fonds Monétaire International) qui prône dans son bulletin de mai dernier un assouplissement du marché du travail passant par la refonte de l'assurance-chômage, du salaire minimum légal et des dispositions qui protègent l'emploi.

Bien entendu, la majorité des médias reprennent en chœur et présentent ces conclusions comme le fruit d'études sérieuses. Même *Libération* cite A.Minc, affirmant que le chômage a augmenté depuis 20 ans parce que le niveau de vie des salariés a augmenté.

collection d'inepties…

Les journalistes du *Monde Diplomatique*, au moins, ne suivent pas cette foule qu'on appelle libérale. S.Halimi, dans le numéro de juillet, dénonce les tares du rapport de l'OCDE : Il ne s'agit pas d'une étude, montre-t-il, mais d'affirmations qui ne sont que l'expression de l'idéologie néo-libérale et qui, non seulement ne reposent sur aucune observation objective, mais nient l'évidence au point de se contredire : après avoir rappelé que les deux tiers des emplois créés depuis 1970 l'ont été dans le secteur public, et que lorsque l'expansion du secteur public a pris fin, le chômage a augmenté, le rapport conclut qu'il faut démanteler le service public et renforcer la concurrence par le biais des privatisations… qui vont, d'après l'étude conjointe de six instituts de recherche, provoquer, d'ici à 1998, la perte de 800.000 emplois en Europe, dont 180.000 en France, le secteur le plus touché étant celui des télécommunications (où la privatisation est en route).

…et de contre-vérités

Mais le comble de l'incompétence que manifeste ce rapport, qui résulte, parait-il, de deux années de travail, est contenu dans trois pages où il est expliqué que ni la technologie, ni les importations à bas prix, ni la concurrence entre pays industrialisés, ni le maintien à haut niveau de la durée légale du travail ne sont des facteurs de chômage. Il y a de fameux experts au château de la Muette ! Et son secrétaire général prétend avoir passé en revue et entrepris des travaux de recherche avant de conclure que «*le progrès technologique s'est accompagné… d'un niveau d'emploi globalement plus élevé*».

re-engineering

B.Cassen, qui souligne cette énormité, rappelle que même des journaux aussi conservateurs que le *Financial Times* et *The Economist,* qui sont les habituelles références de nos penseurs de l'OCDE (qui se veut «*l'architecte de l'Economie Mondiale*»), ont pourtant décrit la montée d'une nouvelle forme de restructuration industrielle dénommée le *re-engineering* et qui consiste à optimiser les méthodes de production de façon à éliminer au maximum la main-d'œuvre devenue non nécessaire.

Ceci n'est pas nouveau et il y a longtemps que nous en expliquons les conséquences dans ces colonnes. Ce qui est nouveau, c'est que le *Wall Street journal* annonce que ce mouvement promet de s'amplifier au point de supprimer, selon des estimations que citait ce journal l'an dernier, 25 millions d'emplois (surtout de services) dans le secteur privé des Etats-Unis, qui en compte environ 90 millions !

ou restructurations

Evidemment ces restructurations ne sont pas annoncées seulement aux Etats-Unis. La même accélération l'est en Europe. Par exemple, un ingénieur-conseil et un ancien ministre-président du gouvernement de Bade-Wurtemberg montraient, dans un livre [1] publié à Munich l'an dernier, que lorsque les techniques les plus performantes, qui sont au point, seront appliquées, c'est 9 millions d'emplois sur les 33 millions qui subsistent en Allemagne qui pourront être supprimés, sans réduire la production.

Même perspective au Japon : le directeur pour la France du centre japonais du commerce extérieur, reconnait que dans son pays la récession a amené un changement de modèle et remet en cause *l'emploi à vie* qui caractérisait l'entreprise japonaise. Les licenciements, sous l'appellation de re-engineering, «*progressent inexorablement* », constate-t-il.

Alors qu'on cesse de nous leurrer : il n'y aura jamais moyen de sortir de la crise actuelle tant qu'on s'obstinera à lier les revenus au travail salarié. Il faut distribuer des revenus à tous pour que tous aient accès à la production. Et il faut en même temps trouver le moyen de motiver les gens pour qu'ils s'occupent utilement et intelligemment.

1.«*Sind die Deutschen noch zu retten?*» («*Les Allemands peuvent-ils encore être sauvés ?* ») de H. Henzler et L.Späth, éd. Bertelsmann.

A Saint Georges d'Espéranche, dans l'Isère, l'ouverture d'un nouveau collège était prévue pour la rentrée scolaire prochaine… La décision de retarder cette ouverture, pour cause de crédits insuffisants, donne à Aimé Mollié, ancien directeur d'école, l'occasion d'expliquer publiquement à notre gouvernement l'ineptie d'une politique qui ne raisonne que sur l'argent, alors que tous les moyens matériels existent pour en construire une autre.

St Georges d'Espéranche, le 4 juillet 1994

à Monsieur Balladur, Premier Ministre,

J'apprends que le collège de Saint Georges voit son ouverture reportée à 1996, faute de crédits ! Est-ce là un reflet de la bonne santé de l'économie française et un résultat de l'effort fait pour les jeunes ?

Pas de crédits, c'est-à-dire pas d'argent ? Mais qu'est-ce que l'argent ?… Certains ont voulu en faire une représentation de richesse, cette richesse qu'on limite par quota ou jachère, cette richesse qu'on paie pour détruire afin d'éviter la chute des prix. On a voulu en faire un moyen d'échange pratique ! Au moment où il paralyse les échanges, c'est réussi. On a voulu dire que c'était un encouragement au travail et à l'initiative ! Le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter. Quant à l'initiative, là, c'est gagné et on voit fleurir des entente mafieuses (des banques, du pétrole, de l'armement, de la drogue, de la prostitution, du sport, de la santé, de l'information, de la publicité, de la politique, que sais-je encore). Va-t-on longtemps encore sacrifier l'homme à un morceau de papier ou se décider à mettre l'argent au service de l'homme ?

Je vous ai entendu à la télévision dire :«on ne peut supporter à la fois une crise monétaire mondiale et une crise monétaire nationale». N'est-ce pas exprimer poliment que c'est l'argent qui sème la pagaille et le désordre dans le monde entier ? En accord avec le président Mitterrand qui s'est exprimé ainsi :«l'argent qui salit tout, qui pourrit tout, qui corrompt», ne pourriez-vous trouver un autre moyen de régler le travail, la répartition des richesses, l'intérêt des vivants ? Pensez-vous que ce soit en reprenant les stupidités dites socialistes (augmentation de la vignette de Ramadier), en aggravant la CGS de Rocard, que nous sortirons de cette crise qui transforme le chômage en catastrophe et l'abondance en calamité ?

Le chômage, c'est une conséquence du progrès. Ce progrès apporte à l'homme des pelles mécaniques et des bulldozers qui lui évitent de s'éreinter à la pioche et à la pelle. Il procure à l'ingénieur et au chercheur l'ordinateur qui leur permet d'effectuer à très grande vitesse des calculs qu'il est impossible de faire sans eux. Il met à la disposition de la médecine prothèses, laser, scanner, IRM pour scruter l'intérieur du corps, etc. Cela devrait permettre à l'homme d'être soigné. Mais on en est à faire la quête pour le cancer et des concerts pour le Sida ! Le chômage devrait permettre à l'homme d'avoir moins de peine, de se reposer, se distraire, se cultiver, s'épanouir, vivre enfin dans le confort, le bien être et l'abondance. Il s'appellerait loisir, vacances et liberté si on faisait jouer le progrès pour libérer l'homme au lieu de l'écraser. Pourquoi s'acharne-t-on à faire de ce chômage une catastrophe alors que ce devrait être un bienfait ?

Le travail manuel tend à disparaître. Il reste à côté le travail d'une élite qu'il faut former pour multiplier les laboratoires de recherches (cancer, Sida, etc.) et les hôpitaux. Si on traduit la construction des bâtiments nécessaires en mètres cubes de ciment, en mètres carrés de toiture, en kilomètres de tuyauterie et équipements, tout peut se faire très vite, il y a main-d'œuvre et matériel tout prêts, pas de problème. Mais si on traduit cela en argent, cela fait des milliards et il n'y plus moyen !

Combien de temps va-t-on essayer encore des solutions qui se sont avérées inefficaces ? Depuis soixante ans que cela dure ? Une solution a été préconisée en 1932 par Jacques Duboin, secrétaire d'État au Trésor du ministère des finances J.Caillaux : elle s'appelle économie distributive, basée sur une monnaie de consommation gagée par la production, un revenu social décent pour tous, et un contrat civique pour permettre à l'homme de participer selon ses goûts et ses aspirations, qu'il fera donc bien et avec plaisir, au lieu d'être réduit à chercher du travail pour gagner sa croûte. Au lieu de baser le pouvoir d'achat sur le travail, de mettre l'argent comme condition de départ, on commence par créer la production utile en respectant l'environnement ; on prélève sur cette production tout ce qui est nécessaire à la collectivité, on évalue le reste et on divise la valeur totale de ce qui peut se partager par le nombre de citoyens, ce qui donne le montant du revenu social alloué à chacun. Plus besoin pour le ministre des finances de chercher de l'argent. Plus d'impôts, de paperasseries, de sécurité sociale, car les services bien outillés sont gratuits. La France donnerait ainsi au monde l'exemple d'une société bâtie sur la coopération et non sur la concurrence qui jette les hommes les uns contre les autres, les mène à la violence et à la guerre.

Ne vous étonnez pas si les électeurs sont écœurés, car les politiciens, conservateurs de droite et de gauche, se sont jusqu'ici montrés incapables d'être maîtres de leur monnaie, incapables de répartir une abondance qui nous étouffe, incapables de tenir compte de leurs échecs, incapables de donner l'exemple et de se mettre au minimum

vital qu'ils estiment suffisant pour les autres ! Allons-nous pérenniser ce capitalisme absurde qui va maintenir la misère dans l'abondance, ce qui est un défi à l'intelligence ? Maintenir les inégalités sociales qui sont un défi à la justice ? Maintenir le pouvoir de l'argent qui devient un défi à la morale ? Ce n'est plus l'Europe qu'il faut sauver, mais le monde. On ne le fera qu'en sortant des égoïsmes particuliers pour aller vers un bien-être global pour tous (tiers monde compris). Il n'y aura plus besoin de s'occuper séparément des jeunes, des travailleurs, des vieux, des malades, car il n'y aura plus d'exclus.

Vous voulez une autre solution pour la France ? Il faut d'abord libérer la télévision : vendue pour en faire du fric, elle passe les films américains les plus amortis. On l'a livrée à l'agression publicitaire qui devient un harcèlement de tous les instants. Ce qui pourrait être un merveilleux moyen d'enseignement, de culture, d'information, de discussion, de distraction, sert à déformer, à conformer, à étouffer toute pensée qui pourrait nuire aux rapaces qui profitent du malheur des autres pour s'enrichir.

Oui, il y a beaucoup de travail. Si vous l'entrepreniez tout de suite, peut-être serais-je amené à vous suivre dans votre effort avec beaucoup de pacifistes, d'abondancistes, d'écologistes et autres, heureux de sortir de ce capitalisme immonde et répugnant qui fait du profit le but de la vie.

La construction du collège de Saint Georges sera-t-elle un commencement qui me permettrait de vous présenter sincèrement mes sentiments respectueux ?

A. Mollié

Cette lettre ouverte est le cri du cœur des distributistes, leur *halte-là* contre la misère dans l'abondance, selon l'expression lancée il y a plus de soixante ans par Jacques Duboin en se plaçant sous les traits de *Kou, l'ahuri*.

Cette révolte contre l'absurdité catastrophique à laquelle aboutit un système économique, qui a pourtant permis tant de développements à ses débuts, s'accompagne de propositions dont le seul inconvénient, une tare aux yeux des gens en place, serait d'être trop ... simples !

C'est trop simple parce que c'est passer à côté de cette montagne de complications qu'a engendrée le système monétaire actuel. Montagne qui bouche l'horizon de tous ceux qui ont été conditionnés par les dogmes qu'ont réussi à imposer les tenants du libéralisme, et qui borne l'avenir.

C'est tout de même un comble : la gauche française, portée au pouvoir par le formidable espoir d'évolution qu'avait suscité ses promesses, a mis son honneur à prouver qu'elle suivait avant tout les ordres et les règles imposés par un monétarisme inepte. C'est ce non-sens qui soulève la colère qu'exprime ci-dessous André Prime dans son article mensuel, concluant qu'il nous appartient de mieux faire comprendre les thèses distributristes.

Parce qu'hélas, il ne suffit pas d'avoir des propositions cohérentes, réalistes et simples. Aller au-delà pour entrer dans des détails qui relèvent de la politique, peut même paraître prématuré (ce qui ne doit pas nous empêcher d'en débattre ici). Mais il faut que chacun d'entre nous soit en mesure d'expliquer l'arbitraire, les incohérences et les dangers des règles monétaires actuelles, qui sont, en fait, la seule opposition à nos propositions. Gros travail puisqu'il s'agit de démolir pierre par pierre une montagne de préjugés.

Le livre publié en 1955 par J.Duboin "*Les yeux ouverts*" est un excellent moyen d'y parvenir. Sa réédition de 1982 étant déjà épuisée, nous en mettons en chantier une nouvelle pour laquelle nous préparons en annexe une mise à jour traitant des dérèglementations, du marché des risques et autres innovations qui ont tant fait gonfler la *bulle financière* et qui permettent aux spéculateurs tant d'initiatives souvent désastreuses, détournant les crédits disponibles des investissements utiles.

Mais pour que notre objectivité ne puisse pas être réfutée, il est bon d'avoir des références prises en dehors de nos propres publications.

En ce qui concerne les mécanismes de la création monétaire et les privilèges accordés aux banques, nous ne saurions trop recommander un document aussi officiel que celui publié par la Banque de France sous le titre *La Banque de France et le système bancaire* [1]. À propos de "*la dérive des nouveaux produits financiers*", on peut se référer à l'article d'I.Warde publié sous ce titre dans *Le Monde Diplomatique* [2].

Et puisque voici une période où on dispose souvent d'un peu de temps pour se lancer dans des lectures ardues, nous avons choisi, Jean-Pierre et moi, de présenter à nos lecteurs des ouvrages récents que nous recommandons pour leur clarté et leur pertinence. Pour décrire les mécanismes du système monétaire actuel et donc mieux pouvoir les juger, voici "*Monnaie, monnaies*" [3] écrit par deux agrégées de sciences sociales. Pour expliquer la logique du système capitaliste et les dangers et l'écueuil de la fuite en avant qu'il entraîne, voici "*Fondements de l'économie capitaliste*" [4] écrit par un Professeur de l'Université Catholique de Louvain. Enfin *"L'économie contre la société"* [5] écrit par un administrateur de l'INSEE et un Directeur de recherches du CNRS, dénonce les conséquences d'ordre social du système où nous sommes entraînés.

M-L D.

_____

1. ouvrage publié en 1992 par le *Centre Intersyndical de préparation aux concours de la Banque de France*, 4, place des Victoires, 75001, Paris.
2. juillet 1994, p. 20.
3. par M.Giacobbi et A.M.Gronier, *collection Marabout*. Voir ci-dessous, p.7.
4. par J.Gouverneur, *éditions l'Harmattan (Paris) et Contradictions (Bruxelles)*. Voir page 9.
5. par B.Perret et G.Roustang, *Le Seuil*. Voir page 10.

Le peuple de gauche en miettes

par André Prime

Dans l'allocution qu'il prononça à l'Elysée le jour de l'inauguration de son premier septennat en 1981, François Mitterrand fit justement remarquer que la victoire de la gauche était due au fait que la majorité sociologique et la majorité politique de la France coïncidaient enfin. Encore que 52 % des voix soient loin de représenter le *peuple de gauche* : en effet, un très important pourcentage des électeurs qui votent à droite sont des employés et ouvriers. Une étude approfondie montrerait sans doute que la majorité sociologique des Français qui devraient avoir intérêt à ce que le socialisme s'instaure doit osciller entre 70 et 75 %.

Cela vaut pour les autres pays. Souvenez-vous : après la guerre des Malouines, Thatcher provoqua des élections législatives anticipées : 50 % des chômeurs votèrent pour elle.

Les élections européennes ont étalé au grand jour l'émiettement du peuple de gauche dans notre pays : PS, 14,5 %; MRG, 12,5 %; PC, 7 %, soit 34 %. Si l'on ajoute les petits partis d'extrême gauche et 70 % des verts, on atteint 43/44 %. La droite avec Le Pen et divers reste majoritaire avec 55/56 %.

L'histoire montre qu'avec seulement des idées, une doctrine, si justes soient-elles, on pèse peu sur le changement. Même après sa triomphale victoire aux législatives qui suivirent la présidentielle en 1981, la gauche (essentiellement les socialistes au pouvoir) se heurtant aux fuites de capitaux et à la paralysie larvée menée par des chefs d'industrie, n'eut pas le courage de se battre pour *changer la vie*, comme elle l'avait tant promis.

Alors que faut-il pour qu'enfin ça change, face à une droite frustrée de 10 ans de pouvoir et qui entend mettre les bouchées doubles pour tout privatiser, casser le social, bref ne servir que le patronat : 90 milliards de cadeaux en un an sanqu'il embauche ; en fait pour qu'il investisse un peu plus en machines et licencie davantage, ce que les chiffres ont montré (300.000 sans emploi supplémentaires). Du vague espoir suscité lors du débat sur l'emploi d'étudier la possibilité de partager le temps de travail, il ne reste absolument rien. On est revenu au refrain antérieur : reprise de la croissance et petits boulots, avec tricherie sur les statistiques du chômage.

Seul recours : une reconstruction de la gauche, mais surtout des idées novatrices et, disons-le, révolutionnaires, en gros les nôtres, au moins en partie. Or que voit-on sur l'échiquier politique qui puisse nourrir un tel espoir ?

Pour le nouveau secrétaire du PS, Emmanuelli, à gauche toutes. Cela a suffi pour qu'il se fasse traiter d'archaïque par nombre de ses *chers camarades* énarques qui ont fait partie des divers gouvernements socialistes.

Quant au nouveau présidentiable, Delors, il ne peut être question pour lui d'appliquer une telle politique. Simplifions : le PS se battra à gauche pour tenter de redynamiser les militants (ceux qui restent), rameuter le peuple de gauche ; et le président de gauche s'il était élu, s'empresserait de faire une politique compatible avec la survie de l'économie capitaliste. Delors, c'est bien connu, invoque sans cesse *la nécessaire compétitivité de nos entreprises*. A-t-il osé dire que l'Europe devrait être autant sociale

DÉCES D'UN COMPAGNON DE ROUTE DE JEAN ZAY

Le 30 juin dernier,

GUY LORGEOU

s'est éteint à Grasse des suites d'une longue maladie.
Ancien élève de l'EN d'Orléans, il fut instituteur en Sologne, puis dans le Gâtinais et premier directeur de l'Ecole de plein air de Saint Jean le Blanc. Engagé dans la vie publique, Guy Lorgeou a travaillé avec Jean Zay, député du Loiret au moment du Front Populaire.
Militant laïque, il a participé à la création de la Mutuelle des enseignants et à l'animation de nombreux cercles associatifs dans le département (Espérantistes, Libres Penseurs, Pacifistes, Abondancistes…).
Bref, un militant qui consacra toute sa vie active à mettre l'éducation à la portée du plus grand nombre.

MONNAIE MONNAIES

Voici un petit livre de poche [1] pour comprendre les mécanismes monétaires, en particulier ceux de la création de monnaie sous forme de dettes, donc remboursable avec intérêts, la complexité croissante du "système" financier international, source de la crise des monnaies et les postulats absurdes qui sont la base du monétarisme.

Très pédagogique, concis et bien présenté, cet ouvrage présente d'abord les trois qualités principales de la monnaie : un instrument de paiement indéterminé, universel et immédiatement échangeable. Cet instrument de la cohésion sociale est une institution, *«un ensemble complexe de valeurs, de normes et d'usages partagés par un certain nombre d'individus»*, qui, ayant toujours évolué au cours de l'Histoire, a cessé d'être convertible en or, est devenu une monnaie fiduciaire, au cours forcé et légal, et ne repose plus que *sur la confiance qu'ont les agents économiques envers les institutions émettrices...*
Cette confiance est-elle méritée ?
Si elle cesse de l'être, l'institution monétaire s'écroule et l'introduction d'un nouvel instrument monétaire est indispensable. L'histoire récente en fournit des exemples : l'Allemagne après la Première Guerre mondiale, l'ancienne URSS avec l'introduction forcée d'un nouveau rouble l'an dernier. Les auteurs auraient pu citer aussi des pays de l'Amérique latine.
Alors que les économistes classiques ou néoclassiques considéraient que la monnaie est neutre, c'est J.M. Keynes qui a montré qu'il peut exister une demande spéculative de monnaie : des agents économiques peuvent choisir de se priver de liquidités pour acheter des actifs financiers lorsque ceux-ci leur paraissent offrir un taux d'intérêt assez élevé. On en méditera les conséquences.
Qui crée la monnaie? De quelle façon et comment est-elle ajustée aux besoins des échanges ?
Les réponses du système actuel sont objectivement exposées. On constatera que près de 90 % de la monnaie est bel et bien créée ex-nihilo, et sous forme de dettes envers les banques. Il faut en tirer les leçons : d'abord cette monnaie d'endettement, sans cesse renouvelée puisqu'elle s'annule quand elle est remboursée, ne cesse de grever le budget des emprunteurs. Ensuite, que l'État, quand il a besoin de crédits, par exemple pour les services publics, est traité par les banques à la même enseigne qu'un particulier qui veut se payer un yacht ! C'est absurde. Enfin, en ce qui concerne les processus imaginés dans le système actuel pour que puisse s'exercer un certain contrôle de la masse monétaire, ce livre, qui est remarquable de clarté, ne peut que montrer à quel point ce contrôle est indirect, incertain, soumis à des intermédiaires insaisissables, et aléatoire tellement il est devenu complexe. M. Giacobbi et A-M. Gronier, insistant sur la réalité sociale de la monnaie, montrent que *«la production de monnaie doit donc être limitée mais suffisante pour que puissent se réaliser les transactions souhaitées»*. Ainsi, en analysant objectivement le rôle de la monnaie, elles constatent la nécessité d'adapter la masse monétaire aux besoins de l'économie, ce qui est précisément l'objet de la monnaie distributive.
Puis elles montrent la difficulté que pose l'établissement d'un système monétaire international : deux mythes se sont écroulés, concluent-elles, celui de l'or et celui du système que les accords de Bretton Woods avaient tenté d'instituer.
Ce qui les amène à exposer les mécanismes de la spéculation monétaire et des crises qu'elle engendre : devant ces crises, les États, même les plus démocrates, sont impuissants. A titre d'exemple, elles rappellent qu'en septembre 1992, la Banque de France a épuisé ses réserves en dépensant 160 milliards de francs pour éviter la chute de notre devise. Conclusion **:** *les gouvernements ne peuvent tabler que sur des effets psychologiques, sur leur force de persuasion en affirmant leur détermination dans un communiqué !*
Belle maîtrise des autorités sur ce qui fait le fondement de la cohésion sociale et est réputé refléter la force de notre économie !
Face à un système monétaire international qui ne cesse de fluctuer d'adaptations en adaptations, le rôle du FMI s'est accru au point qu'il impose aujourd'hui sa *politique de rigueur,* catastrophique sur le plan social, à la grande majorité des États : *«Le FMI devient l'acteur principal au sein des clubs de Paris et de Londres qui réunissent pays débiteurs et créditeurs»*. Mais, «*seuls les États-Unis ne sont pas soumis à ces examens de passage périodiques du FMI ; leurs privilèges augmentent... ils n'ont plus de contrainte...de remboursement...»,* alors qu'ils sont les premiers débiteurs du monde !
Bref «*le non système international est un système ...dollar et s'est transformé en système financier international»* concluent nos auteurs, qui passent ainsi des monnaies au système financier international, *« qui depuis les années 1980/90,... est le lieu où se perpétue la crise des monnaies»*.
Analysant le développement des marchés financiers, et expliquant la montée de l'endettement international, les auteurs montrent que les nouveaux crédits alloués ne suffisent plus depuis 1984, dans les pays en développement, à seulement couvrir les remboursements, et que le flux monétaire va maintenant des pays pauvres vers les pays riches, comme nous l'avons évidemment dénoncé dans ces colonnes.

Marie-Louise DUBOIN

———

1. par Michèle Giacobbi et Anne-Marie Gronier, *éd.Le Monde, Marabout*, février 1994, (35,2F à la FNAC).

LE ROLE SOCIAL DE LA MONNAIE

De ce livre [1] d'Alexandre de Saint-Phalle et qui a plus de quarante ans, notre ami Léon Gilot a extrait les passages suivants, qu'on peut encore méditer.

Dès 1931, le chômage commençait à se faire sentir, l'or quitta la caisse de la Deutschbank et le 9 mai 1931, à l'appel du président Hindenburg, le président américain Hoover décrétait le moratoire des dettes qui libérait l'Allemagne du résidu des réparations… Le geste du moratoire eut à peu près l'effet d'un cachet d'aspirine pour un homme souffrant d'une double broncho-pneumonie. La cause profonde du mal n'étant pas enlevée, les conséquences du manque de moyens de paiement se poursuivirent inexorablement… L'on vit en 1932, 6 millions de chômeurs errer en mendiant dans les rues.

…Le 13 juillet 1931, moins de trois mois après le geste de Hoover, le gouvernement allemand décréta la fermeture de toutes les banques et caisses d'épargne et bloqua définitivement le change. La guerre des monnaies allait amener la chute de la livre, puis celle du dollar…Aucune mesure sérieuse ne fut prise par les dirigeants financiers allemands qui se contentèrent de se retrancher dans lapénurie, les restrictions et l'austérité…Les souffrances de la masse prolétarienne et un immense mécontentement général se firent jour, qui amenèrent le développement vertigineux d'un parti fasciste sous la direction d'Adolf Hitler. En janvier 1933, l'opération était terminée et le pays se trouvait courbé sous une discipline de fer… La conjugaison de l'autorité hitlérienne et de la technique du Docteur Schacht allait amener une étrange réussite et démontrer une fois de plus la vérification d'une loi… Se détachant résolument de l'étalon-or, l'Allemagne se mit à imprimer des billets gagés uniquement par de l'escompte commercial à court terme et dont laquantité était mesurée, non plus par une théorie morte, mais par les besoins de l'activité générale, gouvernés eux-mêmes par la structure des prix.

…Dès que l'économie allemande se trouva pourvue de moyens de paiement, elle se redressa comme une plante qui vient d'être arrosée après une sècheresse.…Tandis que la France de 1933 se dirigeait vers la déflation par le manque de moyens de paiement, l'Allemagne entreprenait un immense travail de constructions de routes, de maisons ouvrières, et d'effort militaire… La vérification de la loi gouvernant la proportion obligatoire entre les moyens de paiement et les échanges se trouvait une fois de plus exactement vérifiée.

(cité dans "Le révolté", mai 1994).

———

1. paru chez Plon en mai 1953.

CONFÉRENCES-DÉBATS

ENJEUX CONTEMPORAINS
FIN DE SIECLE / NOUVELLE ÉRE

à

l' HippodRome

salle André Malraux
place du Barlet
DOUAI
tél (16) 27 96 62 83

LE MARDI 27 SEPTEMBRE À 20 H 30

JACQUES ROBIN

directeur de Transversales Science/Culture

Le premier janvier 1944, la Radiodiffusion française, diffusant le communiqué suivant,

«Cologne,
rue par rue,
quartier par quartier,
va vers sa destruction complète.»

inspira ce poème :

Les vaincus

En supposant que cette nouvelle
eut été diffusée
voilà quelques années,
devant une dépêche telle…
je devine les auditeurs :
Ils interrompent leur ouvrage,
brusquement saisis de stupeur
par cet hallucinant message.
Et, comme dans l'espoir de comprendre encor mieux,
fixent leur récepteur en ouvrant de grands yeux.
Mais nous sommes aujourd'hui…
Et je voudrais savoir combien furent saisis ?
Il est des gens que ces crimes enchantent.
La grande foule reste indifférente
et chacun s'émeut, beaucoup plus,
pour une annonce d'un surplus
de quelques grammes de beurre…
Allons ! les gars, allons !
ne laissons pas sur terre une seule demeure,
et tuons ! tuons ! tuons !
C'est l'Angleterre comme Carthage…
et Stalingrad après l'orage !
et c'est Berlin ! Et c'est Cologne !
Ohé, les fous ! Belle besogne !
Ne laissons, aux vaincus, que leurs yeux pour pleurer.
Mais je crois voir, ce soir, par dessus les frontières,
les raisons qui, dans l'ombre, ont provoqué la guerre.

Les vaincus ne seront pas ceux que l'on suppose.
Le règne de l'argent n'étant pas mis en cause
va se gaver, un temps, du *tout-à-rebâtir*
et son cancer secret envahir l'avenir.

René PINEAU

LES FONDEMENTS DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

Une introduction[1] à l'analyse marxiste du capitalisme contemporain qui montre bien l'impossibilité de sortir de la crise sans changer le système de fond en comble.

Il faut distinguer au moins trois aspects dans le marxisme, explique d'emblée le Professeur de l'Université Catholique de Louvain. Laissant de côté le projet politique et son échec économique, laissant le matérialisme historique, c'est l'analyse économique du capitalisme contemporain qui fait l'objet de l'ouvrage que nous recommandons pour revoir tous les fondements d'une thèse selon laquelle le profit capitaliste repose sur l'exploitation des salariés. Nos lecteurs seront ainsi en mesure de juger de sa pertinence et d'estimer les chance de survie de ce système à l'heure où le salariat disparaît.

Ce manuel très complet est rédigé avant tout pour des étudiants; mais son style et sa clarté le rendent accessible à un public très large qui y trouvera les méthodes de mesure des concepts marxistes tels que la productivité globale du travail, la valeur, le taux de plus-value, etc.

Mais au-delà de ces définitions, l'approche marxiste permet d'éclairer l'évolution du monde contemporain : on trouvera dans ce livre la description des lignes de forces qui nous imposent croissance et concentration, lesquelles nous mènent droit à un mur : course à la productivité, résistance à la diminution de la durée légale du travail, concentrations dans l'industrie et dans le secteur bancaire, puis fusion entre capital industriel et capital bancaire jusqu'à l'établissement de cette oligarchie économique de groupes qui domine le monde contemporain et qui, tout en profitant des États nationaux quand il s'agit d'en recevoir des aides ou des protections, passent au-dessus de leurs frontières pour échapper à leur contrôle.

Éclairé par une trentaine de schémas ou tableaux, complété par une douzaine d'annexes, ce livre se répartit en neuf chapitres dont les quatre premiers (90 pages) définissent les bases. Le cinquième (28 pages) montre la concurrence qu'implique le système capitaliste, les rapports entre les pouvoirs de marché, entre les entreprises, en particulier entre entreprises capitalistes et entreprises publiques. le chapitre suivant (25 pages) traite des productions non marchandes et du fondement des revenus dans la société capitaliste.

Le lecteur est alors armé pour analyser la crise du capitalisme. Les deux chapitres suivants montrent les tendances et les contradictions fondamentales de la croissance capitaliste, les conflits et les conciliations possibles entre accumulation capitaliste, consommation salariale et dépenses publiques, les effets de l'internationalisation du capital, en particulier sue le niveau de vie de la population. Enfin, le dernier chapitre intitulé "Accumulation et crises", met en évidence les limites qu'a atteintes le système, et en arrive à montrer que la relance de la consommation de masse, qui supposerait un changement radical, fort peu probable, du rapport de forces entre capitalistes et salariés, ne résoudrait pas la crise structurelle actuelle. Pour deux raisons. D'abord parce qu'elle entraînerait une aggravation des atteintes à l'équilibre écologique, déjà dramatiques. Ensuite parce qu'elle ne résoudrait pas le problème du chômage et des exclusions qu'il entraîne. L'auteur conclut que ces deux obstacles imposent de *«chercher des voies inédites»*, assurant *«une répartition plus égalitaire des revenus et…un élargissement du temps libre»*. En bref, que la sortie *«de la crise mondiale actuelle implique le dépassement de la logique capitaliste elle-même»*.

Voies inédites? Les nôtres sont donc encore inédites à l'auteur qui apparemment est mûr pour les prendre en considération. Gageons que nos amis belges, qui nous fait découvrir son ouvrage, vont s'y employer.

Marie-Louise DUBOIN

———

1. par Jacques Gouverneur, publié par *l'Harmattan* à Paris et *Contradictions* à Bruxelles, 1994, 272 pages, 105 FF, 600 FB.

ASSOCIATIONS POUR L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE :

GROUPE LIEGEOIS POUR L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE
a publié la brochure **"Muter ou chuter"**
(prix 18FB, CCP 000 0660548))
et diffuse livres et journaux distributistes en Belgique.
L.Gosset, 21, rue Charles-Hansez, 4630 MICHEROUX ***BELGIQUE***

*

ÉQUIPES POUR LA DIFFUSION D'UNE ÉCONOMIE NOUVELLE
6 bis, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 GRENOBLE

*

GROUPE DES SALARIÉS POUR L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE
11, rue St-Vincent-de-Paul, 13000 MARSEILLE

*

CLUB DE L'AN 2000
L.Gilot, 12/59, rue de Belfort, 92110 CLICHY

L'ÉCONOMIE CONTRE LA SOCIÉTÉ

Cet ouvrage [1], veritable mine d'arguments, que tous les distributistes devraient avoir lu, est si riche et si dense qu'on ne peut en donner ici qu'un aperçu sommaire.

Dans le sous-titre qu'ils lui ont donné, *"Affronter la crise de l'intégration sociale et culturelle"*, les auteurs se placent résolument sur un plan qui dépasse largement la seule économie. Ils nous préviennent que l'objectif premier de leur livre «*n'est pas de proposer des solutions pour vaincre le chômage, mais de contribuer à la formulation d'une nouvelle problématique des rapports entre l'économie et la société.*»

préparer le terrain

«*Nous ne croyons pas*, disent-ils, *qu'il existe un "bon" programme, immédiatement applicable et acceptable par une majorité de citoyens, qui soit à la mesure des dérèglements qui affectent les processus de socialisation par l'échange économique. Dans les sociétés démocratiques, la conscience collective des problèmes est la condition première, voire le seul véritable moteur, d'un changement social en profondeur : les réformes ne sont possibles que lorsqu'elles correspondent à des schémas de pensée familiers.*» Le plus important pour eux est donc «*de chercher à faire bouger les représentations collectives de l'économie et de la société, en laissant à tous les citoyens et aux hommes politiques le soin d'en tirer les conséquences.*». Ils n'en restent cependant pas là. Au delà d'une critique globale de la société, et constatant que «*de nombreuses initiatives émanant d'acteurs très divers qui s'inscrivent, parfois sans le savoir, dans une logique de remise en cause des rapports entre l'économie et la société et qui constituent les prémices d'un changement social plus vaste*», ils s'efforcent «*d'exposer des principes d'action susceptibles d'inspirer des politiques et des entreprises militantes.*»

Communisme et libéralisme : mêmes problèmes!

Depuis la fin du communisme, «*mort presque naturellement de son échec économique*», et l'émergence de «*phénomènes de désagrégation sociale qui menacent les sociétés occidentales, les frustrations et le désintérêt que manifestent les citoyens pour la chose publique peuvent s'expliquer par le sentiment diffus que les pouvoirs politiques sont sans prise sur l'orientation fondamentale du développement de la société.*»
Et ce ne sont certes pas les conclusions de la dernière réunion du G7, devenu provisoirement (?) G8, à Naples, qui vont modifier ce sentiment, puisque, après avoir salué unanimement et avec enthousiasme la reprise de la croissance dans tous les pays occidentaux, l'ensemble des participants a déploré la persistance du chômage…et a reconnu son impuissance à freiner la baisse du dollar, laissant ce soin …au marché !
En fait, nous disent Perret et Roustang, « *les profonds bouleversements que sont en train de subir les systèmes économiques mondiaux sont dus à l'affaiblissement des capacités socialisatrices du travail, remises en cause par l'évolution des modes de production, et plus précisément par le développement des services. C'est qu'en effet, marxisme et libéralisme reposent tous deux sur une base commune qui veut que tout individu soit un producteur en puissance*». De là découle, pour les uns comme pour les autres, l'idée que le «*plein emploi constitue l'état d'équilibre normal du système économique et qui justifie, parmi d'autres choses, l'ancrage professionnel du système de protection sociale.*»
«*Dans la société communiste, le chômage était réputé impossible et, de fait, systématiquement occulté*».
De leur côté, les économistes libéraux se contentent de le considérer «*comme une anomalie résultant des imperfections du marché du travail, ce qui n'empêche pas les gouvernements, à l'occasion, de faire ce qu'ils peuvent pour masquer l'ampleur du mal en manipulant les statistiques*»…Par conséquent, le chômage n'étant qu'un mal passager, selon les économistes classiques, «*fondamentalement, la légitimité politique de l'ordre marchand repose sur le fait que chacun peut y trouver une place grâce à son travail*». Un des objets essentiels du livre de Perret et Roustang est, précisément, de s'interroger sur la nature et la gravité de la remise en cause de cette possibilité par l'extension du chômage de masse. «***L'ampleur des efforts, aux résultats souvent décevants, consacrés par les économistes à expliquer le chômage et à lui trouver des remèdes est proportionnée à la menace qu'il représente pour l'idéologie économique***».

La société de services et ses conséquences

D'où leur aveuglement : «*Bien que le passage d'une société industrielle à une société de service soit entamé depuis déjà longtemps, il ne semble pas que les économistes et les gouvernements en aient pleinement compris l'importance et en aient tiré les conséquences qui' s'imposent. Partout dans le monde, la structure de la production et de l'emploi se modifie en faveur des activités de service. Il est devenu banal de dire que l'accroissement de l'emploi repose désormais entiè-*

1. par Bernard Perret et Guy Roustang, *coll. Esprit, au Seuil,* est sorti en 1993.

rement sur les services. Mais on peut constater que les gains de productivité sont toujours deux à trois fois plus élevés dans l'industrie que dans les services, ce qui se traduit naturellement par une croissance plus rapide du prix relatif des services. De ce point de vue, ***la croissance des services apparaît comme la conséquence paradoxale du progrès technique industriel***». Une de ses caractéristiques principales, qui en fait l'enfant chéri des libéraux, est que, «*dans une économie de service, l'emploi est favorisé par les inégalités salariales*». C'est ce que montre à l'évidence "la reprise" américaine et que déplore officiellement Clinton ! Une de ses conséquence est que «*la tertiarisation de l'emploi rend encore plus irréel le lien normatif établi par la théorie économique entre la productivité du travail et sa rémunération… La société de service peut se définir comme l'extension de l'économique au-delà de la sphère des besoins matériels. Du coup, la manière dont la pensée économique commune se représente les rapports entre les besoins, la production et l'échange ne correspond plus à la réalité. L'idée que les besoins existent indépendamment de la production disponible, qui reste fondatrice pour le sens commun économique, paraît de moins en moins pertinente pour caractériser la logique profonde de la croissance. Le fait est bien connu :* ***le problème clef pour les entreprises est désormais de vendre et non plus de produire….*** *On ne saurait pourtant oublier que l'économie a pour vocation première de répondre à des besoins et non de les susciter. La lutte contre la rareté demeure, au dire même des économistes, son unique finalité*». Vous ne vous étonnerez donc pas de ce que la grande majorité des économistes, fussent-ils "verts", comme Lipietz, Van Parijs ou Dumont, continuent à nier l'abondance. S'ils la reconnaissaient, ils perdraient du même coup leur raison d'exister !

Perret et Roustang enfoncent le clou : «*Le développement d'activités qui, comme la publicité, ont pour objet de créer de nouvelles raretés constitue donc, en un sens, une dénaturation de la rationalité fondamentale de l'économie. Passé un certain stade de développement, l'économie ne peut croître qu'au prix d'une autonomisation du désir de consommer par rapport aux besoins objectivables. On opposera sans doute à cette affirmation le fait que les besoins matériels élémentaires sont loin d'être satisfaits pour de grandes masses de population, tant au niveau mondial qu'au sein même des pays riches.* ***Mais à qui fera-t-on croire que la croissance économique est orientée prioritairement vers la satisfaction de ces besoins ? Plus personne ne prétend que les manques, même les plus criants, soient principalement liés à la difficulté technique de produire en abondance les biens qui font défaut….*** *Il est devenu évident que la lutte contre la pauvreté doit être conçue en termes de développement social et de mutation culturelle plus qu'en termes de transferts de richesses*».

La quadrature du cercle

Rappelant que «*l'effondrement du socialisme d'Etat est dû à son incapacité à susciter des modalités d'implication dans le travail adaptées à la modernisation de l'économie, et, notamment à la tertiarisation*», nos auteurs montrent que «*le chômage n'est pas seulement la conséquence passagère d'un déséquilibre économique, mais qu'il est aussi le produit d'une crise structurelle du déversement de la main d'œuvre des activités en déclin vers les activités en expansion. Crise qui se traduit notamment par un désajustement croissant entre le besoins de l'économie marchande et les exigences identitaires des individus* ». Une contradiction majeure en résultepour nos sociétés : «*elles sont conduites, au nom de l'impératif de création d'emplois, à accentuer l'emprise de la logique économique sur la politique et sur la culture, mais, ce faisant, elles contribuent à détruire les formes de socialisation alternatives à la socialisation par le travail, l'engagement associatif, les solidarités familiales et de voisinage. En accréditant l'idée que l'emploi économique est la seule activité pourvoyeuse d'identité sociale, elles rendent plus difficile l'acceptation d'autres modalités de participation à la vie sociale. Or, celles-ci sont de plus en plus nécessaires : d'une part, dans les faits, pour les nombreux exclus du marché du travail — c'est le défi de l'insertion sociale des bénéficiaires du RMI —, mais aussi pour tout citoyen, dans la mesure où le progrès de la productivité et l'allongement de la durée de la vie permettraient théoriquement d'augmenter la part du temps social soustrait aux contraintes de la production… Contrairement à ce qui est implicitement admis par l'idéologie commune, la synergie entre le développement économique et le développement de la société ne va plus de soi : on peut au contraire redouter que la croissance non maîtrisée de l'économie ne détruise le tissu social aussi sûrement qu'elle a commencé à dégrader notre environnement naturel*».

Une autre logique

«*A l'Est comme à l'Ouest, le développement de la société passe par une conception plus équilibrée et plus intégrée des rapports entre l'économie, la production du lien social et la culture… L'état d'abondance matérielle auquel sont parvenues les sociétés post-industrielles et la complexité des effets du développement économique sur la société et l'environnement font qu'il est nécessaire de passer d'une logique de niveau de vie à une logique du mode de vie. La richesse monétaire est de moins en moins représentative de ce qui conditionne la qualité de la vie quotidienne*». …«*Les mouvements sociaux dont notre société a besoin devront viser la revitalisation des sociabilités de proximité et, plus généralement, la protection de la nature et de la vie démocratique contre les empiétements de l'économie*».

Jean-Pierre MON

document assorti de propositions concrètes

lettre ouverte aux gens du futur

Je suis convaincu que certains groupements sont appelés à jouer un rôle primordial dans le futur : il s'agit des diverses tendances se réclamant du syndicalisme révolutionnaire ainsi que de certains réseaux du secteur de l'économie sociale qui accomplissent déjà un travail effectif au cœur du délabrement actuel. Cette courte lettre est prioritairement destinée aux militants de ces différents courants. Le propos contenu ici peut s'articuler sur deux prémisses fondamentales :

Un constat de l'échec du syndicalisme traditionnel.

Aujourd'hui, chacun sait que le syndicalisme est en bien mauvaise passe. La majeure partie de ce mouvement a été phagocytée par le réformisme et par le libéralisme ; les tendances qui ont refusé de suivre cette évolution désastreuse ont payé leur fidélité au prix d'une marginalisation progressive. En outre, la classe ouvrière, en perpétuelle contraction aujourd'hui face au progrès du machinisme, ne consent plus que des luttes particularistes et conservatrices. Néanmoins, bien que cette vieilles tradition du syndicalisme soit actuellement comparable à un vaste édifice délabré, on aurait tort de l'enterrer définitivement car sous cette ruine apparente, il reste des choses encore très solides. C'est ce constat qui nous amène à notre objectif principal.

La continuation de l'esprit initial du syndicalisme dans un cadre nouveau.

Il convient ici de préparer des structures organisationnelles qui puissent s'accorder avec notre temps. Il nous faut, avant tout, retrouver l'idée selon laquelle «le syndicalisme ouvrier (…) offre à l'avance au mouvement ouvrier révolutionnaire ses structures fédéralistes déjà existantes, aussi bien horizontales que verticales» car c'est «le seul moyen pour nous d'avoir à notre disposition, le jour voulu, des groupes capables de prendre en mains la direction de la production». Et non seulement, nous devons perpétuer cet aspect spécifiquement ouvrier du syndicalisme, mais également nous devons l'étendre aux autres secteurs - vitaux - de la société : chez les paysans victimes de la crise, dans les services publics (enseignement, santé, transports, énergie, PTT…) et jusque dans les communes… Il convient de «réagir énergiquement contre cet état d'esprit détestable qui incite les syndicats à ne défendre que des intérêts particuliers», en généralisant l'esprit du syndicalisme et en l'étendant à toutes les fonctions vitales de la société civile. De quelle manière ? En militant pour l'émergence de ce que j'appellerais un "structurisme révolutionnaire". Il s'agit, n d'autres termes, d'utiliser au mieux possible les structures démocratiques et fédératives qui existent déjà, (principalement sur les lieux de travail), et là où elles sont absentes (principalement dans les communes), de militer pour leur création. Il faudrait bien entendu travailler dans cette direction en renouant avec la vieille tradition du pluralisme et de l'apolitisme initial.

L'esprit de clan, ou encore ce que Fourier nommait la passion cabaliste, intrigante et dissidente, est une vertu fondamentale et permanente chez l'homme ; nous avons tous tendance à nous agréger dans des groupes d'affinités diverses et nous ne pouvons ignorer ce fait ni passer outre. Mais être cabaliste est une chose, rester cloîtré dans sa petite secte sans communiquer avec ses prochains en est une autre. Comme première étape de l'entreprise qui nous occupe présentement, je suggérerais une prise de contact des différentes traditions qui militent concrètement contre l'exclusion et pour une recomposition de la société à la base avec pour objectif une coordination de ces divers groupes; la chose paraît d'autant plus réalisable que certains militants participent déjà indifféremment à plusieurs d'entre eux. Il s'agit moins, par conséquent, de créer une organisation supplémentaire que d'utiliser les structures qui existent déjà, surtout qu'elles ont, comme les syndicats, une vocation pluraliste et apolitique, et, en outre, de confédérer certaines formations qui sont très proches. Dans cette optique, il faudrait néanmoins créer une association nouvelle, de type confédéral, dont la vocation serait de rechercher tous les moyens permettant de développer ce projet.

Cette association devrait éditer rapidement une revue avec fréquence de parution assez élevée (bimensuelle voire, à terme, hebdomadaire). Ce périodique ne devrait pas tant entrer en concurrence avec les publications qui existent déjà mais en constituer plutôt un bulletin de liaison avec notamment, une revue de presse. Dans le même temps, il conviendrait d'entreprendre de raccorder les réseaux déjà existants avec, comme première étape, des correspondants à Paris, en province, voire à l'étranger, puis des permanences, des locaux et des unions locales…

Djémil KESSOUS

RESA : réseaux d'échanges sans argent ou les cercles de savoirs

Des milliers de personnes en France sont engagées dans une dynamique de transmission de leurs connaissances. Pas question de cotisation pour entrer dans la danse et chacun est libre de choisir le domaine qui lui plait… Il existe un réseau (280 points en France, d'Aubagne à Blois, de Tourcoing à Rennes, etc) dans lequel on peut communiquer, se rencontrer, parler et ainsi s'enrichir mutuellement.

L'idée en revient à Claire Héber-Suffrin quand elle était institutrice. Un jour de 1985, elle devait parler des volcans à sa classe quand le chauffage de l'école est tombé en panne. Elle en a profité pour amener ses élèves à enquêter sur la façon dont le chauffage fonctionne… et elle a provoqué une rencontre entre le réparateur du chauffage et un géographe. Ils se sont retrouvés dans sa classe en train de se révéler mutuellement les secrets des tuyauteries et de l'Etna…

Depuis elle a créé des cercles de savoirs qui s'étendent et passionnent des apprentis de tous âges et de tous milieux. «*Ce qui compte, c'est de construire un projet ensemble*, explique Claire. *A Evry, nous sommes mille à essayer de vivre autrement; de nous comporter différemment vis-à-vis des autres, et à prouver que des choses peuvent changer.*»La fondatrice de ces cercles a *offert* la danse folklorique et le tissage et *demandé* l'économie. Comme cinq autres personnes du réseau étaient intéressées, le groupe formé se retrouve depuis quatre ans, une fois par mois. «*Jamais je n'ai connu autant de gens en si peu de temps.*» dit une femme entrée dans un tel réseau il y a six mois. «*C'est gai de pouvoir se dire, telle personne, grâce à moi, sait lire, ou tricoter.*» «*On se sent utile et on reprend confiance en soi.*» Lors d'une réunion, une dame a lancé :«*Je ne sais pas prendre les transports en commun, je voudrais qu'on m'aide.*» A l'issue de la réunion, une participante est venue la remercier «*C'est formidable, je suis comme vous et je n'aurais jamais osé demander.*»

Dans un tel réseau, on n'est jamais seulement offreur ou seulement demandeur et la réciprocité directe n'est pas obligatoire. Si je vous propose de vous apprendre la cuisine de mon pays, vous n'êtes pas obligé de m'enseigner votre spécialité si elle ne m'intéresse pas. Quelqu'un d'autre en profitera et c'est quelqu'un d'autre qui m'apprendra ce que je demande. Les *cours* se passent chez les uns ou chez les autres, ou ailleurs, et ne sont pas toujours individuels.

En plus, dans ces réseaux, on ne compte pas, on ne chipote pas sur le temps passé, la hiérarchie ou la valeur des échanges proposés. On met presque sur le même plan le fait d'apprendre l'anglais et d'enseigner les secrets de la tarte aux pommes !

Dans un collège de Corrèze, une élève est venue demander à son professeur, membre d'un tel réseau, de lui *vendre* des cours de latin. «*Non*, répondit-il, *je ne vends pas de cours, mais si vous me trouvez quelqu'un qui m'apprend l'espagnol, je vous enseigne le latin.*» Et l'échange a fonctionné, et a fait boule de neige. En février dernier, ils étaient 150 élèves à offrir et demander des savoirs.

Il ne s'agit pas de se rendre des services. Une dame qui offrait d'enseigner la broderie demandait qu'on lui apprenne à réparer une prise de courant pour pouvoir le faire seule.

Bref, ceci nous parait une idée formidable et nous souhaitons que beaucoup de distributistes lancent de pareils réseaux d'échanges de savoirs.

(Envoi de S.R.Mussidan)

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive la Grande Relève

Mme Lahens 300 - H. Lecomte 200 - S. Mutel 70 - Mme Navault 170 - R. Rio 70 - J.P. Salge 170 - S. Seckler 20 - J. Dequaire 590 - Mme Frete 200.

Total 1.790 F.

Merci à tous !.

VOIR EN PAGE 15 LA LISTE DES OUVRAGES ET DOCUMENTS QUI SONT ENCORE DISPONIBLES PARMI CEUX QUE NOUS AVONS PUBLIÉS POUR VOTRE DOCUMENTATION

Dans la société industrialisée, la pénurie et le conditionnement psychologique qu'elle entraîne sont maintenus par l'ordre social établi, qui autorise une accumulation considérable chez les uns et une pénurie grave chez les autres. Cet ordre n'est pas normal, alors qu'il y aurait assez de travail et de biens pour tout le monde. Notre société devra revoir les mécanismes d'accumulation du capital, que ce soit l'échelle excessivement différenciée des salaires, mais aussi toutes les formes de revenu sans travail issus du placement des capitaux et la création monétaire par les banques.

Les tâches utiles à la société sont abondantes ! C'est le travail rémunéré qui manque. L'argent aussi est abondant, mais il n'est pas disponible pour financer ces tâches. L'argent est trop concentré dans les mêmes mains. Modifions les flux monétaires et mille travaux utiles pourront être entrepris, au niveau social et de l'environnement, au niveau de la recherche de technologies non polluantes et de leur mise en place. Tant d'actions sont à entreprendre en faveur de la paix internationale !

F.G, Caluire et Cuire

***

INITIATIVES

Notre ami H.Muller a écrit dans Ouest-France du 30 juin 1994 :

«Plutôt que de payer des chômeurs à ne rien faire, il serait plus judicieux de les utiliser pour une durée journalière, hebdomadaire ou mensuelle, correspondant au montant de l'indemnité qui leur est versée, à des tâches d'utilité sociale. …Dans la foulée, l'ANPE, en s'associant avec les banques alimentaires, pourrait distribuer un complément à ces salaires partiels, en "monnaie de consommation", gagée sur des excédents disponibles.… Du même coup, le problème de nos excédents se verrait considérablement atténué.»

***

Voici ce qu'un lecteur des Bouches du Rhône a vu dans un tract de la mairie de Rognac :

A Rognac, le nombre de demandeurs d'emplois est passé de 500 en 1989 à 850 aujourd'hui ! Le nombre de RMI est un plus de 50. Le nombre de demandes de logements sociaux est de 600, dont beaucoup de jeunes rognacais en difficulté. L'évolution de l'échec scolaire est inquiétante, en effet à l'entrée en 6e, 30 % des élèves sont en difficulté.

Parallèlement, pour la seule année 1994, la baisse des dotations versées par l'Etat à notre commune est de 4 millions de F.

***

SALE AFFAIRE À DIJON

Le 7 juin dernier, James Schenkel était cité à comparaître à la 3ème Chambre Correctionnelle du TGI de Dijon. Qu'en est-il de cette affaire ?

Il s'agit d'un véritable imbroglio juridique, administratif et policier qui dure depuis quinze ans. Schenkel, en fait, est poursuivi par son ex-avocat Guy Jean qui est devenu, depuis lors, Président du tribunal de Gray (Haute-Saône). En 1979, James Schenkel, ajusteur aux usines Peugeot de Sochaux ayant plus de vingt ans d'ancienneté, dénonce certains faits qui se sont produits dans son usine : cinq ouvriers se sont suicidés au cours de cette même année dans le secteur "mécanique nord" dont Louis Souvet est chef du personnel. A la suite de cette action, Schenkel est licencié pour faute grave : on lui reproche d'avoir proféré des menaces de mort. Schenkel qui nie les faits réplique par deux procédures : la première, aux prud'hommes, contre son employeur, la seconde, contre ses diffamateurs, devant l'ordre judiciaire. Dans les deux affaires, il est assisté par son avocat Guy Jean. Schenkel gagne son procès aux prud'hommes contre Peugeot mais le perd en pénal bien que les principaux témoins se soient, entre temps, rétractés.

En outre, le 3 octobre 1980, dans l'Est Républicain, Louis Souvet, le chef du personnel, n'hésite pas à faire état des menaces de mort soi-disant proférées par Schenkel. Toujours assisté par Guy Jean, Schenkel intente une action en diffamation contre Souvet. Celui-ci est condamné le 15 décembre 1981 à 2.000 F d'amende et doit, au surplus, faire publier le jugement dans l'Est Républicain.

A partir de ce moment, un engrenage infernal va progressivement se mettre en action pour broyer Schenkel. A la suite d'un nombre considérable de négligences commises par son ex-avocat Guy Jean, cet ouvrier, injustement calomnié, licencié, ne pourra jamais faire valoir ses droits. Il perdra ses procès en appel. Des comités de soutien à Schenkel seront créés dans toute la France, des pétitions circuleront, des personnalités - Gilles Perrault, Jean Ziegler - interviendront en sa faveur, Gilbert Collard, un ténor du barreau de Marseille, plaidera sa cause… en vain. Entre temps, Souvet a été élu sénateur, Guy Jean a été nommé magistrat et Schenkel a tout perdu : son emploi, sa famille, sa maison et sa santé car il est, depuis, en invalidité. Mais il faut croire que cela est insuffisant car son ex-avocat devenu juge se retourne maintenant contre lui en diffamation ; c'est donc un véritable acharnement dont Schenkel est victime et qu'il convient de dénoncer.

Un dernier détail : James Schenkel est un militant des Groupes Salariés pour l'Economie Distributive (GSED)…

D.K.

Dernières nouvelles : Après délibération, le 21 juin, le Tribunal a relaxé J.Schenkel des faits de diffamation mais l'a jugé coupable de complicité de diffamation, l'a condamné à trois mois de prison avec sursis, à une amende de 2000F, et à verser 1F à titre de dommages et intérêts à son ex-avocat, Guy Jean.

J.Schenkel a fait appel.

Besoin d'une présence dans maison isolée. Pour retraité, bricoleur. Permis de conduire. Frais de ménage à partager.

tél: 193408163847

l'économie distributive en quelques lignes :

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort à fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés. Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel. Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés…Il sait même commander la nature, la modifier, bref, lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut. Cette ***Grande Relève des Hommes par la Science***[1] dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation,** le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure : *le pouvoir d'achat ne peut plus être mesuré par la durée du travail.*

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services. C'est ***ce qu'on appelle la crise***[1]**.**

Les transformations sociales qui s'imposent pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie distributive, qui pose en principe que toute production physiquement et écologiquement réalisable doit être réalisée et mise à la disposition de tous. La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange pouvoir d'achat *contre* temps de travail.

Une double réorganisation s'impose donc, celle du **devoir économique** et celle du **droit économique** de tout **citoyen**. D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques, et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut s'accroître si besoin.

Le partage des tâches devient le **service social**, que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social", d'autres activités, non mesurables en termes économiques, sont, au moins, tout aussi fondamentales.

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte, dans une banque "nouveau régime," de chaque citoyen, de sa naissance à sa mort. Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'une carte à puce ou d'un carnet de chèques s'il préfère, et le montant de l'achat est déduit de son compte. Rien n'est changé pour le consommateur, mais le crédit correspondant est annulé.

La monnaie distributive ne sert qu'à acheter, **elle ne circule pas**, elle ne peut être placée pour rapporter un intérêt et elle **n'est plus anonyme**.

Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue, sinon plus simple, à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers. Il consiste, en gros, à évaluer, à partir des besoins manifestés par les consommateurs, la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes[2]**,** des besoins des services publics et des investissements nécessaires. Le montant du "**revenu social**" total distribué est la différence entre la valeur de la production estimée pour la période considérée et celle des investissements.

Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont tous et au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J.Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**.

Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

Diverses mesures transitoires ont été proposées[3]. L'*allocation universelle* ou le *revenu d'existence*, minimum alloué à tous, pourrait être considéré comme telle, pour faire évoluer les mentalités.

Mais pour avancer un peu plus dans cette voie, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté** déterminé à partir d'un **contrat civique**[4] renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

Le contrat civique est destiné à stimuler l'initiative individuelle, l'innovation et l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, et surtout de faire reconnaître et valoir ses diverses activités[5], même celles qui ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.

Simple définition de leur service social pour les uns, ou projet ambitieux de nouvelle activité pour d'autres, le contrat civique proposé par chaque citoyen (aidé au besoin) doit faire l'objet d'une publicité préalable, avant d'être présenté à des instances compétentes, au niveau adapté à l'envergure du projet (selon le principe de *subsidiarité*), et composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens siégeant à titre personnel.

La **démocratie économique** sera réalisée, en économie distributive, par la remise à ces instances ou **Conseils Économiques**, du pouvoir de création monétaire, privilège actuellement détenu arbitrairement par les banques.

Nous avons rédigé quelques ouvrages pour vous permettre d'approfondir la réflexion sur ces propositions.

M-L D.

---

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.
2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.
3. voir notre N° hors série de 1992.
4. voir notre N°901.
5. lire *Les affranchis de l'an 2000*.

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Documentation :
René MARLIN

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME et Djémil KESSOUS
*

Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.
*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N° 57434.

diffusé par les N.M.P.P.

TÉLÉPHONE **: les mardi et jeudi,**
l'après-midi seulement, (16) 1 30 71 58 04
MINITEL **36 14 code CHEZ * REIN**

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France		130 FF
Abonnement d'essai (6 mois)		70 FF
Abonnement de soutien (2 n°)		200 FF
Abonnement de propagande :	5 n°mensuels	250 FF
	10 n°mensuels	350 FF
Europe		175 FF

(Par avion, nous consulter)

Règlements :
par C.C.P. *" La Grande Relève "*, n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VESINET
Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

La presse classique ne propose rien
pour en sortir,
offrez donc à vos amis
un abonnement à La Grande Relève !

◊ *Pour faire réfléchir autour de vous:*

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco).

L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques (22 F, franco). Une petite brochure à diffuser.

◊ *Pour votre réflexion personnelle :*

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails (Edition Syros, 85 F, franco).

◊ *Pour animer une discussion :*

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

par André PRIME, reproduisant le texte d'une conférence, dans le style de la conversation (20 F, franco).

◊ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses :*

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

numéro hors série (Janvier 1992, 25 F franco), pour prendre rapidement connaissance de nos propositions.

◊ *Enfin une bande dessinée :*

«ET SI ON CHANGEAIT?»

redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.
Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.

Ces deux pages de résumé sont disponibles sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.
La traduction de ce tract en espéranto est également disponible, dans les mêmes conditions.